



Fondation AfricAvenir International

Fondation pour la Renaissance de l'Afrique, le Développement,
La Coopération Internationale et la Paix

Située à Bonabéri, Ancienne route, face Hôtel Royal Palace
B.P. 9234 Douala Tél. : (237) 3392104, 33116781, 33116853, 33116854
Email : fondation@africavenir.org www.africavenir.org

Table-Ronde, Foyer du Marin , Douala, 12 Novembre 2009

Avec la participation de Dr. Günther R. Mittler (Université de Heidelberg), Prof. Prince Kum'a Ndumbe III (Université de Yaoundé I/Fondation AfricAvenir International)
Modération : Dr. Léopold Lehman (Université de Douala)

Organisé par l'Ambassade de la République Fédérale d'Allemagne, l'Institut Goethe, Alumiportal, Bureau de Coordination Cameroun-Allemagne, et Foyer du Marin Allemand

**Changement de Cap :
La chute du mur de Berlin et son impact au Cameroun**

Contribution du Prince Kum'a Ndumbe III, Professeur d'Université avec habilitation en Sciences Politiques, Dr. en Histoire, Dr. en Etudes Germaniques, Université de Yaoundé I, Fondation AfricAvenir International
(www.africavenir.org, info@africavenir.org)

En ce jour du 9 novembre 2009, nous rendons un hommage mérité à tous ceux qui, en Allemagne, même au prix de leur vie, se sont battus pour mettre fin à la guerre dite froide et qui sont parvenus à imposer un espace de liberté accrue pour les citoyens de ce monde, au-delà des frontières allemandes. Le peuple allemand se bat pour son unification depuis la révolution de mars 1848, et à chaque étape, nous retrouvons deux camps opposés, le camp capitaliste et le camp socialiste. Déjà en 1847, Marx et Engels publiaient « Le Manifeste du Parti Communiste » et en 1867 paraissait le livre de Karl Marx « le Capital : critique de l'économie politique ». La formation de deux camps s'est répétée en 1919 avec la proclamation simultanée de deux républiques et l'assassinat des socialistes Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. Ces deux tendances se sont matérialisées encore avec la création de deux Républiques distinctes, la République Fédérale d'Allemagne et la République Démocratique allemande en 1949. Cette expérience a cessé avec la chute du mur de Berlin 40 ans plus tard, en 1989 et avec la disparition d'un Etat reconnu internationalement, la République Démocratique Allemande. Aujourd'hui, avec le regroupement au sein du parti politique « Die Linke », la Gauche, se dessine à nouveau au sein de l'Etat unitaire qu'est la République Fédérale d'Allemagne la structuration en deux grands camps politiques, capitalistes et socialistes avec plusieurs tendances nuancées entre les deux. Avec Martin Luther à l'église, ce moine augustin qui reçut le 3 janvier 1521, la bulle « Decet romanum pontificem » qui lui signifiait son excommunication et Karl Marx en politique, l'Allemagne semble être un pays de prédilection pour la mise en cause fondamentale des systèmes au pouvoir et le formulation tout aussi fondamentale de nouvelles structures opposées.

I - Témoin de l'histoire

1989-2009, donc il y a vingt ans déjà ! Merci de me donner la parole pour réchauffer mes souvenirs, pour dire ce bout de l'histoire mondiale, tel que je l'ai vécu, moi, naviguant entre l'Europe et l'Afrique, le Cameroun et l'Allemagne. L'interprétation de l'histoire n'est jamais innocente, et le parcours personnel du diseur de cette histoire ne doit jamais être négligé dans la compréhension de ce qu'il dit ou écrit. Où étais-je donc moi qui suis invité à vous parler de cette année 1989 ou de ce qui se passa en novembre 1989 à Berlin ?

Le 19 juillet 1989, je défendais ma thèse de habilitation en sciences politiques à la Faculté de Sciences Politiques Otto-Suhr-Institut de l'Université Libre de Berlin et le 25 juillet cette université me coopta comme professeur associé. Ce fut une première pour cette université de s'adjoindre un noir, un Africain, un Camerounais comme professeur de rang magistral. La thèse que je défendais portait sur « Les principes fondamentaux de la politique africaine de la

République Fédérale d'Allemagne ». Ma conférence inaugurale portait sur « La répartition des tâches entre pays du Pacte de Varsovie dans la politique africaine ». Avec ces deux travaux, je jetais les bases d'une interprétation africaine de la politique que poursuivaient les deux blocs est et ouest sur le continent africain. Cette vision africaine de ce que les autres font chez nous ne m'a pas fait que des amis en Allemagne car jusque-là, la tradition scientifique s'accommodait de l'interprétation des savants du nord ou des métropoles coloniales sur leurs jeux et enjeux politiques, économiques, militaires ou culturels sur notre sol, et les Africains recopiaient ou commentaient ces interprétations du nord pour obtenir une place scientifique sur l'arène internationale. Qu'un Africain sorti du fin fond du Golfe de Guinée mette plutôt à nu les dessous profonds et cachés de la politique des pays du nord sur notre continent, cela n'arrangeait pas du tout les structures du pouvoir de ces pays comme l'Allemagne. Mais il fallait faire avec. Au moins pour un moment. Quelques jours avant ce 19 juillet 1989, ma compagne, camerounaise, me posa la question : « Le jury de ta soutenance est à 100% allemand, et toi, tu mets tout à nu sur leur politique africaine, tu ne caches rien, même pas pour avoir ton habilitation, et tu penses qu'ils vont te la donner ?? ». Je me rappelle encore ma réponse à mon épouse: « Je n'ai écrit que ce que j'ai trouvé dans mes recherches. Je ne peux pas faire autrement. Martin Luther avait aussi dit devant ses juges : Hier stehe ich, ich kann nicht anders. (Voici où je suis, les conclusions auxquelles j'ai abouties, je ne peux pas faire autrement) ». J'ai obtenu mon habilitation dès le premier passage, et à l'unanimité du jury en ce 19 juillet 1989 et je rends aujourd'hui encore hommage à ce jury allemand pour son impartialité.

En ce haut lieu des sciences politiques dans la métropole allemande, personne en juillet 1989 ne parlait de l'imminence de la chute du mur de Berlin. Nous savions tous que la République Fédérale d'Allemagne travaillait d'arrache-pied pour la réunification des deux Allemagnes, la RDA et la RFA. J'avais moi-même travaillé pour mes recherches de la habilitation dans la bibliothèque très fournie du Ministère des Affaires Internes Allemandes (Amt für Innerdeutsche Angelegenheiten) à Bonn, la capitale de l'époque. C'est donc avec cette donne scientifique de la quête d'un rapprochement des deux Etats allemands que je rentre au Cameroun en septembre 1989 pour réintégrer mon université de Yaoundé à Ngoa Ekellé où je professe depuis 1979. Or le soir du 9 novembre 1989, ma fille qui étudiait les sciences politiques à Berlin m'appelle au téléphone pour me dire que l'histoire venait de basculer à Berlin, qu'on avait ouvert le mur, et que je regarde les informations. J'étais abasourdi devant les images qui défilaient à la télévision. Non, ce n'étaient pas des images de la propagande ouest-allemande. La réalité politique dépassait la fiction en ce jour, les coups de fil de mes amis allemands n'arrêtaient plus, certains pleuraient de joie au téléphone. Je vivais tout cela en direct depuis ma résidence à la Chapelle

d'Obili à Yaoundé. Toute crédulité a été battue en brèche, ce sont mes amis allemands de différentes villes, mes propres enfants qui témoignaient. Là, je saisis la pauvreté, l'insuffisance des analyses de la science politique devant la marche de l'histoire, surtout quand l'histoire fait des bonds. Ma fille m'envoya plus tard des photos où elle était assise sur le mur de Berlin, avec de nombreuses autres personnes. Etre assis sur le mur de Berlin ?! Ce mur avec ses tours de garde lourdement armées, ses patrouilles militaires, ses bergers allemands longeant les espaces du mur, vingt quatre heures sur vingt quatre, séparant un peuple en deux, interdisant les familles de se fréquenter naturellement, ces passages terrifiants du mur de Berlin où vous n'étiez jamais sûr que vous alliez franchir la frontière internationale installée dans une et même ville, où les gardes frontières glissaient un grand miroir sous votre voiture pour voir si vous n'essayiez pas de faire traverser clandestinement un Allemand de l'est vers l'ouest, oui, c'est sur ce mur là qui séparait le bloc est communiste du bloc ouest capitaliste, ce mur qui faisait fonction de baromètre des relations internationales, c'est sur ce mur que ma fille camerounaise était bien assise, entrain de fêter avec les autres la fin d'un système. J'avais hâte de m'y rendre, de voir de mes propres yeux.

En février 1990, j'arrive à Berlin pour donner mes cours à la Faculté des sciences politiques de l'Université Libre de Berlin, ancrée côté ouest de la ville. Je discute avec les étudiants qui me racontent par menus détails ce qu'ils ont vécu. Après le cours, je vais au mur, pour voir. Il n'y a plus de frontières à traverser en montrant son passeport. Aucun contrôle. Plus de gardes. Plus de chiens. J'arrive jusqu'à la Place Alexandre, au cœur de l'Allemagne communiste. Chaque fois que je venais de Yaoundé pour donner mes cours à Berlin, la traversée de l'autre côté du mur devenait comme un rituel. Et je vis les changements au rythme de mes voyages. Plusieurs partis politiques sont nés en Allemagne de l'est, les élections libres et transparentes s'organisent, le Parti socialiste Unifié Allemand a définitivement perdu le pouvoir, de nouvelles majorités se forment, un immense espoir de liberté, de fraternité et de convivialité interallemandes traverse le pays. Un jour, à la Place Alexandre, je suis témoin de l'irréel : plusieurs partis politiques est-allemands affichent leurs candidats sur les murs, le système de parti unique caché sous le label de parti unifié a vraiment tiré sa révérence. Pendant que j'étudie debout ces affiches de candidatures d'une nouvelle époque, je sens que quelqu'un a craché sur ma tête. Je me retourne. Une bande de skinheads aux bottes nazies criant « Heil Hitler ! » s'éloignait à la marche militaire. J'étais abasourdi. Un Turc tira de sa poche un mouchoir et enleva le cracha de ma tête. « Vous savez, ce sont des skinheads, c'est comme ça qu'ils sont, c'est comme ça qu'ils agissent ». Impensable il y a peu de temps encore à la Place Alexandre, au cœur de l'Allemagne communiste, avec son « Interhotel » pour les hôtes de marques à cette même place. Quand un autre jour, à la prestigieuse Porte de Brandebourg, à quelques pas du Reichstag,

le parlement allemand que Hitler avait fait brûler pour accuser les communistes et décréter les lois qui lui assurèrent les pleins pouvoirs, oui, quand ce jour-là j'assistai à la démolition du mur de Berlin par des bulldozers, on pouvait tout acheter de l'ancienne Allemagne communiste : les tenues des généraux, les casques des colonels, les croix du mérite militaire, les effigies du système, les morceaux du mur. Tout était proposé à vil prix. Ce fut clair. Un Etat avait disparu de la carte géographique, un Etat à la frontière du bloc est-ouest, un système de confrontation entre blocs d'Etats, la guerre froide avait cessé d'exister. Le bloc de l'est s'était effondré, l'ouest triomphait de sa victoire, cette victoire avait effacé les frontières de l'ennemi, le camp ouest fêtait sa victoire même à l'intérieur de l'ancien camp communiste et de ses succursales africaines. Le capitalisme et son libéralisme pouvaient maintenant s'étendre dans le monde sans devoir partager le pouvoir, surtout pas dans une Afrique savamment contrôlée par les anciennes métropoles coloniales résolument ancrées dans le bloc ouest triomphant. Les quelques succursales communistes ou pseudo communistes comme l'Ethiopie, le Congo Brazzaville, le Bénin ou l'Angola durent rapidement revoir leurs copies et rectifier leurs orientations.

II - Le vent de changement en Afrique et au Cameroun

Après la chute du mur de Berlin, on crut dans certains pays que l'espoir renaissait. Des partis politiques d'opposition furent autorisés petit à petit, des organisations non gouvernementales purent s'établir, une presse non gouvernementale vit le jour, phénomène rarissime surtout dans les pays francophones d'Afrique où les citoyens s'étaient habitués au seul organe de presse du gouvernement. On est en droit de se demander pourquoi il fallut attendre la chute du mur de Berlin et le vent de changement à l'est de l'Europe pour que des mouvements de revendication allant jusqu'à la revendication de conférences nationales souveraines se fassent entendre en Afrique. Beaucoup de commentateurs et d'analystes émirent l'hypothèse que la chute du mur de Berlin et le vent de changement à l'est étant une haute expression de la liberté de choix des peuples, les vagues de cette revendication atteignirent l'Afrique qui elle aussi se mit alors en mouvement. Donc en Afrique aussi, « les peuples commencèrent à contester des structures qui jusque là parurent indiscutables. » Donc dans ce contexte aussi, l'Afrique suivait un mouvement déclenché en Europe pour l'écriture d'une nouvelle page de l'histoire de l'humanité. Cette interprétation des faits est vivement contestable. Ce qui me paraît plus proche de la vérité historique, c'est que dans les pays africains, un mouvement démocratique déjà existant depuis les indépendances réussit à s'exprimer à ce moment-là, ce qui était quasiment impossible avant la chute du mur de Berlin. Pourquoi ?

Avec la fin de la guerre froide, les pays occidentaux vainqueurs n'avaient plus d'ennemi visible et immédiat en face. Or pendant cette guerre froide, les mouvements de revendication en Afrique étaient taxés de communistes, qu'ils s'agisse de la revendication des indépendances réelles, de celles portant sur la pluralité politique ou de celles contre les maltraitances coloniales et post-coloniales. Patrice Emery Lumumba qui ambitionnait une indépendance réelle de la Belgique et qui n'avait lu ni le « Manifeste du Parti communiste » de Marx/Engels, ni « Le Capital » de Karl Marx est taxé de communiste et assassiné par la CIA sous les applaudissements des pays de l'ouest le 17 janvier 1961. Ruben Um Nyobé qui au Cameroun refuse une indépendance de façade avait déjà été assassiné par la France le 13 septembre 1958. Les instructions de 1957 du Conseil du Traité de l'Atlantique Nord, l'OTAN étaient fermes et claires : les pays européens ne doivent accepter une indépendance des colonies africaines que si les métropoles occidentales peuvent assurer que les nouvelles républiques africaines seront et demeureront sous le contrôle et l'influence de l'OTAN. C'est ainsi qu'au Cameroun, dès le 20 mai 1959 sera proclamé la loi Nr. 59/33 du 27 mai 1959 sur le maintien de l'ordre public. En clair, il s'agira de poursuivre, d'enfermer ou d'assassiner légalement tous ceux qui n'accepteront pas une indépendance truquée dirigée de l'extérieur, surtout par l'ancienne métropole, une indépendance qui ôtera au futur gouvernement camerounais les pleins pouvoirs sur la marche de la nouvelle République. Comme les patriotes camerounais n'accepteront pas cette indépendance de façade et organiseront une résistance allant jusqu'à la résistance armée dans des maquis sous la direction de l'UPC, l'ordonnance Nr. 62/OF/18 du 12 mars 1962 portant répression de la subversion sera mise en application de manière impitoyable. Ainsi, le terrorisme d'Etat s'installera officiellement au Cameroun nouvellement indépendant. Cela va durer trente ans. Seuls les Camerounais servant les intérêts de l'occident ou de l'ancienne métropole française auront droit à une vie aisée et tranquille. Les autres seront pourchassés, exilés, tués ou marginalisés dans leur propre pays. Au Ghana, Kwame Nkrumah, nationaliste panafricaniste qui voulait réaliser l'unité africaine avec un gouvernement central dans une Fédération des Etats-Unis de l'Afrique est décrié comme communiste par l'occident et renversé, toujours pas la CIA, le 24 février 1966. Je me rappelle très bien ce jour-là encore. J'étais au lycée, à Munich, et les Allemands fêtaient la chute de Kwame Nkrumah. Ce jour-là, le champagne fut ouvert par le père catholique qui dirigeait la résidence universitaire afro-asiatique de Munich et offert aux étudiants ghanéens. Et ils trinquèrent avec joie. Je n'étais qu'élève, mais j'en ai eu la nausée. Je n'oublierai jamais cette scène de trahison de fils africains inconscients de leur sort. Heureusement, aujourd'hui, l'Union Africaine s'est associé au gouvernement du Ghana pour célébrer le 100^e anniversaire l'Osagyefo Dr. Kwame Nkrumah de septembre 2009 au 25 mai 2010, journée de la libération africaine. Les dignes fils et filles patriotes africains seront pourchassés sur leur propre terre, ouvertement, pendant toute la guerre froide. Puis vint la chute du

mur de Berlin, ce baromètre de la politique internationale, de la lutte entre les camps est et ouest dans la guerre froide. Le mur était tombé, le camp socialiste s'était effondré, l'occident triomphait et pouvait dorénavant déterminer seul la marche du monde, sans grande opposition, apparemment.

Ainsi, au Cameroun, la loi du 27 mai 1959 sur le maintien de l'ordre public sera abrogée par la loi Nr. 90/54 du 19 décembre 1990 relative au maintien de l'ordre, et l'ordonnance du 12 mars 1962 sur la répression de la subversion sera abrogée par la loi Nr. 90/46 du 19 décembre 1990 sur les droits de l'homme. Une nouvelle loi Nr. 90/55 du 19 décembre 1990 portant régime des réunions et des manifestations publiques abrogera les dispositions draconiennes antérieures. Pour les droits de l'homme, un décret Nr. 90/1459 du 8 novembre 1990 portant création du Comité national des droits de l'homme et des libertés verra le jour et sera abrogé plus tard par la loi Nr. 2004/16 du 22 juillet 2004 portant création, organisation et fonctionnement de la Commission nationale des droits de l'homme et des libertés.

Les « subversifs » camerounais n'ayant plus aucun Etat majeur capable de les soutenir, les exilés pourront donc rentrer au Cameroun sans que cela représente un danger majeur pour les intérêts de l'occident triomphant ou pour leurs structures de domination mises en place au Cameroun. La loi Nr. 90/56 du 19 décembre 1990 relative aux partis politiques consacrera le multipartisme, et en 2009, le Cameroun comptera 207 partis politiques sans qu'une alternance au pouvoir puisse être possible, même après 20 ans de consécration du multipartisme. On peut dire que depuis la prise du pouvoir par Ahmadou Ahidjo en 1958, le parti au pouvoir change de dénomination, la dernière mutation s'étant opérée quand l'UNC, elle-même issue d'une mutation le 1^{er} juin 1966 devint RDPC le 24 mars 1985. En 51 ans, le Cameroun n'a connu que deux chefs d'Etats.

III- De l'occident-centrisme des siècles passés au polycentrisme du 21^e siècle

Les pays africains avaient l'obligation de s'aligner derrière le bloc ouest, et tout ce qui pouvait fragiliser cette appartenance sûre devait être combattu par l'ensemble de ce bloc. L'Afrique du Sud de l'apartheid devait aussi être soutenu politiquement, économiquement et militairement au nom de ce même principe. Les pays scandinaves cependant avaient mis un B Moll à cette vision d'un soutien aveugle à tout régime dictatorial en Afrique.

« Pourquoi soutenez-vous un dictateur comme Mobutu ? », avait demandé un journaliste à Henry Kissinger, Ministre des Affaires Etrangères des USA. « Parce qu'il est notre dictateur ! » avait-il répondu, et nous savons que Mobutu

est arrivé au pouvoir comme agent de la CIA au Congo. Or après la chute du mur de Berlin, les données changent, il n'y a plus d'ennemis du camp communiste, les dictateurs africains issus de la guerre froide deviennent peu fréquentables. Le 20 juin 1990, François Mitterrand demande aux chefs d'Etats africains réunis à la Baule d'ouvrir la voie au pluralisme démocratique. C'est ainsi que les anciens subversifs comme les militants de l'UPC au Cameroun, réduits à la clandestinité, pourchassés dans leur pays et exilés pendant la guerre froide vont pouvoir rentrer et s'afficher ouvertement. Les Camerounais n'ont cessé de se battre depuis l'indépendance de janvier 1960 pour le pluralisme démocratique, ils n'ont pas attendu la chute du mur de Berlin pour cela, mais ce n'est qu'après 1989 que leurs revendications ne constitueront plus un danger majeur pour les intérêts du bloc de l'ouest. Au contraire, ces revendications permettront d'instaurer un système de démocratie dite de façade dans plusieurs pays africains avec pluralisme de partis politiques, élections, sans que ce jeu démocratique permette une alternance dans le pays donné. Ainsi, la chute du mur de Berlin et le vent de l'est permettront un mouvement d'ouverture démocratique, le système politique quand à lui restera cependant suffisamment bloqué dans la plupart des cas en Afrique. En effet, une ouverture réelle avec un système démocratique conséquent aurait permis des alternances profondes que les puissances dominatrices de l'Afrique ne sont pas encore prêtes à accepter. Le discours que l'occident tient sur l'Afrique est cependant celui de la promotion d'une démocratie réelle, même si en vérité, c'est la sauvegarde de leurs intérêts qui frisent la spoliation des pays africains qui prime.

20 ans après la chute du mur de Berlin, le monde a profondément changé. Grâce au dynamisme de la Communauté européenne, ce que François Mitterrand appelait « La maison de l'Europe » intégrant des pays de l'ouest et de l'est de l'Europe a pris corps et est en phase de devenir une grande puissance mondiale dans laquelle l'Allemagne pèse d'un poids bien lourd. « Au sein de l'Europe, rien ne peut se faire sans nous et rien ne peut se faire contre nous », dit-on à Berlin. L'Allemagne qui a donc perdu la guerre, qui a été occupée par des forces étrangères et qui a été divisée en deux Etats pendant 40 ans est devenue la pièce maîtresse d'une nouvelle puissance mondiale. En effet, en 2009, seize pays européens comptant 300 millions de consommateurs, dont 82 369 548 pour la seule Allemagne, utilisent l'EURO comme monnaie, mais la CEE comptait en 2007 déjà 493 millions d'habitants. Les USA quant à eux abritent 305 154 347 millions de citoyens, et la Russie en 2008 affiche, malgré le déclin de sa population, encore 141,9 millions d'habitants.

Mais le monde habité par 6.788 milliards de personnes au 1er octobre 2009 n'est plus dominé par l'occident seulement. L'Inde avec ses 1.147.995.898 de consommateurs en 2008 représente déjà 4,8% de la production économique

mondiale, contre 2,2% en 1980 et la Chine avec Hong Kong, Macao et Taiwan, compte en 2009 déjà 1 370 000 000 d'habitants, soit près du quart de l'humanité et pèse désormais 11,4% de l'économie mondiale, contre 2,0% en 1980 ! Le pouvoir d'achat par tête d'habitants pendant la même période de 28 ans a augmenté en Inde de 402 \$ à 2.886 \$, en Chine de 252\$ à 5.870\$ et au Brésil de 3.744\$ à 10.223\$. En Asie de l'est, le commerce intra régional est passé de 40% en 1980 à 60% en 2008 et selon les prévisions actuelles, ces pays représenteront en 2020-2025 jusqu'à 40% du produit intérieur brut de l'économie mondiale. L'eurocentrisme du monde ou le centrisme de l'occident dans les décisions du monde est entrain de céder la place à un polycentrisme avec l'émergence de nouvelles puissances régionales. La Chine, l'Inde, la Malaisie et la Thaïlande en Asie, le Venezuela, le Brésil et l'Argentine en Amérique Latine, le groupe du moyen Orient, la Russie en Europe et l'Afrique du Sud, le Nigeria et le Soudan en Afrique vont disputer le pouvoir des décisions du monde à la « triade » composée des USA, de l'Europe unifiée, du Japon, de l'Australie et de la Nouvelle Zélande. Les pays dits francophones d'Afrique ne semblent encore fournir, dans leur micro Etats fragilisés et ancrés dans une dépendance structurelle profonde une quelconque puissance régionale. Les regroupements africains comme la SADC, la CEDEAO, la CEEAC, le COMESA, la CENSAD, l'IGAD et la CAE¹ sauront-ils faire un sursaut avec leurs micro nationalismes pour relever ce défi ? L'évolution démographique de l'Afrique pèse et inquiète : 992 millions de personnes en 2005, probablement 1 milliard d'habitants en 2010 et 2 milliards en 2050 ! L'Afrique sera obligée de se déconnecter et ne plus accepter de servir de terrain d'application des stratégies des autres. Pour sa propre survie, elle sera contrainte d'élaborer et de mettre en application réelle ses stratégies propres, sur son propre terrain en Afrique et à l'extérieur du continent. Les cérémonies de la chute du mur de Berlin, si elles remettent l'Allemagne au centre de l'Europe unifiée, confirment l'émergence de la Communauté européenne comme une nouvelle grande puissance et mettent au défi les peuples et gouvernements africains de cesser d'être des compléments tropicaux ou des compléments coloniaux d'autres puissances. Au Cameroun, nous avons encore un bon bout de chemin à faire !

Bonabéri-Douala, le 9 novembre 2009

¹ Explication des sigles :

La Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO)

Le Marché Commun de l'Afrique Australe (COMESA)

La Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC)

La Communauté des Etats Sahélo-Sahariens (CENSAD)

La Communauté de Développement de l'Afrique australe (SADC)

L'Autorité intergouvernementale pour le Développement (IGAD)

La Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE)